

Collectif National pour un Front Syndical de Classe

mis en place par les initiateurs CGT et FSU de la « lettre ouverte aux Etats-majors syndicaux »
collectif.syndical.classe@laposte.net

Vote de la FSU en CTPM sur la « masterisation » : quand abstention rime avec capitulation !

Consternés, abasourdis, indignés, écœurés... Les réactions de stupéfaction et de colère ne se sont pas fait attendre, chez les enseignants-chercheurs en lutte depuis plusieurs mois, comme chez beaucoup d'enseignants des premier et second degrés, au lendemain d'un Comité Technique Paritaire Ministériel (CTPM) qui fera date, sans doute, dans l'histoire des trahisons syndicales.

Un vote « coup de poignard dans le dos » des personnels et étudiants en lutte

Au CTPM du 27 mai, devaient être présentés les décrets concernant les modalités de recrutement des enseignants du primaire et du secondaire, décrets ministériels qui avaient été publiés dès le 19 mai, alors que les diverses consultations (même illusoire) n'étaient pas terminées. Les organisations syndicales ont boycotté ce CTPM, considérant à juste titre qu'il s'agissait d'un passage en force du ministre.

Le 28 mai s'est tenu le CTPM reconvoqué, et les mêmes décrets ont été soumis au vote des organisations syndicales. Ces textes ne contiennent rien d'autre que la base du projet Darcos concernant le recrutement des enseignants, appelé « masterisation », et massivement rejeté par la communauté universitaire ; à savoir que « *peuvent se présenter aux concours externes* » les candidats ayant déjà obtenu un master ou inscrits en dernière année de master (article 2). Les modalités de formation de ces enseignants, avant et après le concours, ne sont pas évoquées, si ce n'est à travers ces quelques mots de l'article 6 : « *A l'issue du stage, dont les conditions sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'éducation, et qui comporte une formation, la titularisation est prononcée par le recteur.* »

Dans ces conditions, et face à un tel mépris du ministre, il paraissait logique de voter contre ces décrets. C'est ce qu'ont fait la quasi-totalité des organisations syndicales ; toutes, sauf deux : la très minoritaire CSEN, et... la très majoritaire FSU, qui s'est abstenue sur le décret des certifiés/agrégés, et n'a « pas pris part au vote » sur celui des profs d'EPS ! Cette abstention a permis aux deux décrets de passer comme adoptés par le CTPM, puisque les voix « pour » de l'administration ont été majoritaires.

Pour les milliers d'enseignants et d'étudiants mobilisés depuis 15 semaines contre le projet désastreux de « masterisation », l'interprétation d'un tel vote ne peut être que celle-ci : **la direction de la FSU, tournant le dos au combat résolu pour le retrait des projets Darcos et Péresse, affiche désormais son soutien à la contre-réforme du ministre.**

Une stratégie du renoncement et de l'abandon

Pourtant, les « obstinés » de la lutte contre la « masterisation » à la sauce Darcos, dans les universités et les IUFM, ont largement fait la démonstration de la nocivité d'un tel projet : tel qu'il est conçu, dans un contexte de réduction drastique des postes, le recrutement au niveau master accentuera la sélection sociale, transformera en masse de précaires les étudiants ayant échoué au concours, et finira par abolir le système de recrutement des enseignants français par concours, c'est-à-dire leur statut de fonctionnaires. Si l'on ajoute la disparition programmée des IUFM, et de toute formation pédagogique digne de ce nom pour les futurs enseignants, ainsi que la mise en concurrence imposée aux établissements scolaires et universitaires, on voit le sort qui est réservé au service public d'éducation dans les années à venir : celui de sa liquidation, à l'instar de ce qui s'est produit en Grande-Bretagne sous Thatcher et ses successeurs, et en Italie sous Berlusconi.

La question de la « masterisation » traverse tous les niveaux du système éducatif, et menace les fondements mêmes de l'Education nationale. Dès février, et de façon plus pressante face au mépris des ministres Darcos et Pécresse, les enseignants-chercheurs en lutte ont appelé à la convergence de l'action « de la maternelle à l'université ». Ils se sont heurtés à une surdité persistante de la part de la direction nationale de la FSU, aussi bien pour relayer auprès de tous ses syndiqués la légitimité de ce combat, que pour appeler à des actions communes entre Primaire, Secondaire et Supérieur à l'échelle nationale.

Il faut dire que son plus gros syndicat, le SNES, a constitué un obstacle indéniable à la mise en œuvre de cette convergence : arc-boutée sur l'illusion d'une revalorisation salariale conditionnée par l'élévation du niveau de recrutement, la direction du SNES a attendu son congrès de mi-mars (sous la pression de ses sections les plus combattives) pour exiger enfin le retrait (et non plus le simple report) de la contre-réforme Darcos. Sans éclairage ni cadrage nationaux, sans appel à la grève, sans un affichage fort du soutien de toute la FSU, il était difficile, pour des sections locales du SNES, d'organiser la résistance commune entre Secondaire et Supérieur.

Le dernier épisode de l'abstention-appui au CTPM du 28 mai, commandée par la direction du SNES, sous le prétexte fallacieux de « respect des mandats », est dans la suite logique de cette stratégie de renoncement et d'accompagnement, qui privilégie un syndicalisme de « discussions », plutôt que l'engagement déterminé à construire le « Tous ensemble en même temps », seul capable de faire reculer le pouvoir sarkozyste.

La FSU face à ses responsabilités

Avec ce vote, lourd de conséquences, les directions du SNES et de la FSU ont pris le risque de fragiliser davantage un mouvement de lutte exceptionnel par son ampleur, sa durée, sa diversité d'actions et sa qualité idéologique. Un mouvement qui a su analyser, au-delà des textes et discours gouvernementaux et médiatiques, la responsabilité écrasante des directives européennes (Stratégie de Lisbonne et processus de Bologne) dans la casse des services publics d'éducation, d'enseignement supérieur et de Recherche. Or on sait la volonté affichée par la FSU d'adhérer à la Confédération Européenne des Syndicats, structure subventionnée par l'UE, qui prône aux salariés la résignation devant la crise et la renonciation à défendre leurs droits et acquis attaqués de toutes parts. Ceci explique aussi cela...

En prenant un tel risque, la FSU se fragilise elle-même, en révélant son incapacité à élaborer une position commune et cohérente sur une question aussi fondamentale que la formation des enseignants ; elle fragilise ses syndicats nationaux en partie discrédités par leurs atermoiements et leurs incohérences ; enfin, c'est l'ensemble du syndicalisme enseignant qui est affaibli par sa stratégie d'accompagnement de la politique gouvernementale.

La direction de la FSU est à un moment crucial de son histoire : elle doit désormais entendre la voix de tous les personnels de l'éducation nationale qui se battent avec détermination pour défendre leurs emplois, leurs services publics et leurs droits ; elle doit refuser tous les pièges tendus par le pouvoir, menant à la compromission ; elle doit retrouver le chemin du syndicalisme de lutte et travailler à la construction du rapport de forces nécessaire pour arracher de vraies victoires.

Faute de quoi, elle porterait l'entière responsabilité des difficultés internes qui en découleraient.

Les militants du Collectif National pour un Front Syndical de Classe (CNFSC), quant à eux, refusent de céder à la résignation qui ferait le jeu du pouvoir ; partout où ils le peuvent, ils se joindront aux travailleurs et étudiants en lutte dans les universités ; ils invitent les militants de la FSU à faire connaître leur réprobation à leurs directions syndicales et à contribuer à la construction du front de luttes le plus large contre le gouvernement, le patronat et l'Union européenne.